

Gymnase de Renens : préavis de grève pour le 23 janvier 2023

Le mardi 13 décembre 2022, un vaste mouvement a rassemblé de nombreuses et nombreux salarié·e·s des services publics et parapublics vaudois en faveur d'une pleine indexation des salaires, pour répondre à l'explosion de l'inflation.

Des établissements du secondaire I ont fermé et de nombreux débrayages ont eu lieu, en particulier dans le postobligatoire. Dans les gymnases, des débrayages collectifs ont eu lieu à Chamblandes (48 collègues), à la Cité (41), à Nyon (33), à Beaulieu (50), à Renens (72) et à Provence (24). En fin de journée, une manifestation a réuni 2000 personnes dans les rues de Lausanne. Le mouvement de grève s'est poursuivi encore cette semaine dans certains établissements de l'école obligatoire et à l'EPSIC.

Face au mépris que représente une indexation à 1,4% (alors que seul 5% pourrait à peine compenser le renchérissement actuel), la colère continue de monter. Si d'une part le Conseil d'Etat continue à faire la sourde oreille, d'autre part les syndicats SSP, SUD et FSF, mandatés par les employés de l'Etat, exigent l'ouverture des négociations et la pleine indexation des salaires.

D'autant plus que le canton de Vaud, qui est assis sur une fortune qui dépasse les cinq milliards de francs et boucle sur des comptes bénéficiaires depuis plus de 10 ans, a annoncé le taux d'indexation le plus bas de la Suisse romande et parmi les plus bas de Suisse.

Au vu de cette décision inacceptable, 74 salarié·e·s du Gymnase de Renens se déclarent d'ores et déjà prêt·e·s à se mettre en grève la journée du lundi 23 janvier 2023 ainsi qu'à participer activement à la manifestation en soirée et à l'AG de la fonction publique qui décidera des suites à donner à notre mouvement.

Le personnel d'ores et déjà mobilisé du Gymnase de Renens
Renens, le 23 décembre 2022